



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant prescriptions complémentaires de permis de construire
valant autorisation environnementale d'exploiter**

**Parc éolien à LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST
exploité par la SAS EG Pays Neslois**

**LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment l'article 15 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 8 novembre 2011 autorisant la SNC MSE CHAMP DELCOURT à construire un parc éolien à LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le certificat d'antériorité délivré le 7 août 2012 à la SNC MSE CHAMP DELCOURT pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant neuf aérogénérateurs à LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST ;

Vu le donner-acte du 20 janvier 2021 considérant que le changement de modèle d'éolienne ainsi que le déplacement de l'éolienne E8 et des deux postes de livraison ne sont pas des modifications substantielles ;

Vu le donner-acte du 8 août 2022 considérant que le déplacement des éoliennes E2, E3, E4 et E9 n'est pas une modification substantielle ;

Vu le donner-acte du 29 décembre 2022 considérant que le déplacement des éoliennes E6 et E7 ainsi que le changement de la surface d'emprise de l'éolienne E3 et de son chemin d'accès ne sont pas des modifications substantielles ;

Vu le changement de forme juridique et de dénomination de la SNC MSE CHAMP DELCOURT devenue SAS EG Pays Neslois ;

Vu la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 18 juin 2024 sur le site du parc éolien susvisé ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, par courriel du 21 juin 2024, relatif à l'intégration d'un plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 juillet 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 11 juillet 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 12 juillet 2024, reçu le 18 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulée courriel du 22 juillet 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. la SAS EG Pays Neslois (ex SNC MSE CHAMP DELCOURT) est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement à LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST, sous couvert du certificat d'antériorité du 7 août 2012 ;

2. par courriel du 21 juin 2024, la SAS EG Pays Neslois a transmis un dossier de porter-à-connaissance visant à intégrer un plan d'arrêt des machines en faveur des chiroptères ;

3. au vu des éléments transmis, ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

4. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La SAS EG Pays Neslois, dont le siège social est situé Le Triade II, 215 rue Samuel Morse - 34000 MONTPELLIER, exploitant un parc éolien à LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST, est tenu de respecter les dispositions complémentaires introduites par le présent arrêté.

Article 2 : Mise en place d'un plan de bridage

Un arrêt des machines du parc est prévu lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux déplacements des chiroptères. Les paramètres d'asservissement pris en compte sont les suivants :

Pour les éoliennes E1 à E5 :

- Entre le 1^{er} août et le 30 septembre :
 - de l'heure du coucher du soleil à l'heure du lever du soleil ;
 - pour des vitesses de vent inférieures à 7,5 m/s ;
 - lorsque la température est supérieure à 16 °C.

Pour les éoliennes E6 à E8 :

- Entre le 1^{er} août et le 30 septembre :
 - de l'heure du coucher du soleil à l'heure du lever du soleil ;
 - pour des vitesses de vent inférieures à 5,5 m/s ;
 - lorsque la température est supérieure à 15 °C.

Pour l'éolienne E9 :

- Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre :
 - de l'heure du coucher du soleil à l'heure du lever du soleil ;
 - pour des vitesses de vent inférieures à 6 m/s ;
 - lorsque la température est supérieure à 18 °C.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel de Douai :

- par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI) peut être également saisie via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet suivant : www.telerecours.fr.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de LICOURT, MORCHAIN et SAINT-CHRIST-BRIOST pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de la Somme ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>.

L'affichage en mairie mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et les maires de LICOURT, MORCHAIN ET SAINT-CHRIST-BRIOST, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le 29 JUL. 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD